

FMI : les St-Jean-Bouche-d'or anglo-saxons

Posté le : 10 juin 2011 10:14 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Monnaies et changes, Attitudes, Economie et politique

Pas un jour depuis que DSK ait déshonoré sa personne, la France et l'Europe, sans que la presse anglo-saxonne par la voix de ses meilleurs "columnists" explique que le temps de la présidence européenne et plus généralement française du FMI est passé. Il appartiendrait maintenant à l'Europe et notamment à la France de cesser de vouloir une présidence qu'un consensus ancien leur concède au profit des élites formées aux Etats Unis et qui ont fait carrière dans les pays émergents.

Bien entendu ces amoureux tardifs du tiers monde n'évoquent absolument jamais deux autres anomalies de l'organisation du FMI :

- Le droit de veto des Etats Unis qui crée une dissymétrie des droits autrement choquante
- La sur-représentation des Etats Unis dans le capital de l'institution.

On glisse sur le fait que symétriquement les Etats unis se sont vus attribuer la présidence de la BIRD.

Si on veut jouer une "nuit du 4 août" dans les institutions de Bretton-Woods, faisons le jusqu'au bout.

Créons un fonds monétaire international :

- Décentralisé : avec plusieurs institutions régionales intermédiaire (fonds monétaire nord américain, fonds monétaire sud américain, fonds monétaire européen, fonds monétaire africain et fonds monétaire asiatique. Ces fonds auront la responsabilité primaire des ajustements monétaires régionaux. Un fonds monétaire international coordonnerait les actions des différents fonds et servirait de fonds de fonds pour atténuer les déséquilibres entre grandes zones monétaires régionales.

- Censitaire mais avec des droits et des devoirs égaux pour tous. Le cens devrait être calculé sur le poids respectifs des économies ou des zones dans le commerce mondiale et les mouvements financiers mondiaux. Avec une procédure régulière de rajustement des quote parts.

Faisons la même chose pour la Bird.

Au passage, il ne serait pas mauvais de définir le rôle et les missions de ces institutions ainsi que les pouvoirs qui leurs sont dévolus.

Rappelons qu'un fonds monétaire international n'a pratiquement pas de rôle théorique dans un système de changes flottants. Les ajustements doivent se faire par l'évolution des cours de change.

Le FMI après des années d'errance et d'incohérences a retrouvé un rôle ponctuel comme super banque des pays endettés. Est-ce au FMI de régler des questions de surdendettement de pays petits? Et si le surendettement cesse, on supprime le FMI ? Et si le surdendettement ravage comme

actuellement de très grands pays comme les Etats Unis et le Japon, sans parler du Royaume Uni et de l'essentiel de l'Europe, que pourra faire le FMI ? Chercher l'argent au Zimbabwe ?

La vraie question n'est pas aujourd'hui de priver l'Europe d'un de ses droits acquis, mais de réformer le système international et de définir en accord avec cette réforme les institutions qui permettent de le réguler, en s'assurant de la parfaite égalité (censitaire) des parties prenantes.

La presse anglo saxonne qui mourrait plutôt que de reconnaître que le système des changes flottants est la source des difficultés actuelles et que la domination des Etats Unis et du dollar est "over due" et depuis longtemps devrait commencer par accepter qu'on aborde le fonds des questions monétaires internationales avant de réclamer la destitution institutionnelle de l'Europe en général et de la France en particulier.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.